

Violences systématiques contre les femmes en Iran pendant les manifestations



NCRI
Women
committee

Novembre 2022

Commission des Femmes du CNRI

Rapport mensuel

Violences systématiques contre les femmes en Iran pendant les manifestations

Plus de 80 jours après le début des manifestations contre le régime, les femmes et les jeunes iraniens poursuivent leur lutte pour un changement de régime en Iran. D'autres couches sociales les ont également rejoints.

À l'occasion des 16 jours d'unité et d'activisme dans le monde entier pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles, le rapport mensuel de la Commission des femmes du CNRI est consacré aux manifestantes iraniennes qui luttent pour la liberté et l'égalité malgré la brutalité massive de l'État à leur égard.



Session spéciale du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU sur l'Iran

Pendant les manifestations, l'ampleur des violations des droits de l'Homme en Iran a conduit les Nations unies à organiser une session spéciale du Conseil des droits de l'Homme à Genève le 24 novembre 2022.

Dans son discours d'ouverture de la session spéciale, [le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme](#), Volker Turk, a souligné "une crise des droits de l'Homme à part entière" en Iran.

"Des femmes, des jeunes, des hommes, issus de toute la société - étudiants, travailleurs de divers secteurs, athlètes et artistes - réclament le changement. Avec un courage incroyable", a noté M. Turk.

Dans sa [résolution](#), le CDH s'est dit profondément préoccupé, entre autres, "par les allégations de violations généralisées des droits de l'homme en République islamique d'Iran, notamment les informations selon lesquelles des femmes et des filles seraient arrêtées et détenues arbitrairement, battues et agressées sexuellement pour avoir exercé leurs droits de l'Homme et leurs libertés fondamentales".

Dans une décision qui fera date, le Conseil a adopté une résolution approuvant la création d'une "mission internationale indépendante d'établissement des faits", chargée "d'enquêter de manière approfondie et indépendante sur les violations présumées des droits de l'Homme en République islamique d'Iran liées aux manifestations qui ont débuté le 16 septembre 2022, y compris sur la dimension sexospécifique de ces violations".

Le CDH a appelé le régime iranien à "coopérer pleinement avec la mission internationale indépendante d'établissement des faits, à accorder un accès sans entrave au pays sans aucun délai et à fournir aux membres de la mission d'établissement des faits toutes les informations nécessaires pour leur permettre de s'acquitter correctement de leur mandat."

Payer le prix pour avoir osé défendre leurs droits

La violence d'État contre les femmes en Iran était déjà répandue. Cependant, elle s'est considérablement accrue au cours des 80 derniers jours du soulèvement, causant des dommages et des décès irréversibles.

Les manifestantes iraniennes ont gravement souffert aux mains des forces de sécurité brutales pour avoir osé défendre leurs droits inaliénables et ceux de leur peuple.

Ce rapport se concentre sur les différentes formes de violence dirigées contre les manifestantes en Iran.

Mise à mort par des coups répétés à la tête

L'une des méthodes inhumaines employées par les forces de sécurité iraniennes à l'encontre des manifestants consiste à leur asséner de violents coups à la tête.

Dans [cette séquence vidéo](#), on peut voir un agent en civil attaquer une jeune femme qui marche dans la rue sans se couvrir les cheveux. Il la frappe non pas dans le dos ou sur les côtés, mais directement à la tête. Heureusement, des personnes arrivent et sauvent la jeune fille. Cependant, cette [vidéo](#) reste une preuve éclatante de la façon dont le régime utilise systématiquement cette méthode pour réprimer les protestations.

Les forces de sécurité ont, de cette manière, tué un nombre considérable de manifestants. Voici [une liste de femmes et de jeunes filles](#) qui ont perdu la vie de cette manière :



Victimes de coups de matraque - dans le sens des aiguilles d'une montre, en partant du haut à gauche, Sarina Saedi, Sarina Esmailzadeh, Nika Shakarami, Setareh Tajik, Pegah Ghavasieh, Arnika Qaem Maghami, Mahsa Amini, Nasrin Qaderi, Sadaf Movahhedi, Maria Ghavasieh, Negin Abdolmaleki, Mahak Hashemi, Farzaneh Kazemi, Marzieh Ziari.

1. Mahsa Amini, 22 ans, est tombée dans le coma pendant trois jours et est morte dans un hôpital de Téhéran le 16 septembre 2022, après avoir été frappée à la tête et au visage par des matraques.
2. Sarina Esmailzadeh, 16 ans, a été tuée de plusieurs coups de matraque à la tête lors d'une manifestation à Mehrshahr, Karaj, le 21 septembre 2022.
3. Nika Shakarami, 17 ans, Téhéran, son crâne, son visage et son nez ont été fracassés par les coups d'un objet lourd.
4. Negin Salehi, 26 ans, a été tuée le 8 octobre par des coups de matraque sur la tête. Elle est morte avant d'atteindre l'hôpital.
5. Arnika Qaem Maghami, 17 ans, est tombée dans le coma après avoir été frappée à la tête et est morte après dix jours dans un hôpital de Téhéran le 22 octobre 2022.

6. Negin Abdolmaleki, 21 ans, a été gravement blessée à cause des coups de matraque portés à sa tête. Elle est morte au dortoir le 12 octobre 2022.
7. Sadaf Movahhedi, 17 ans, a souffert de mort cérébrale à cause des coups de matraque sur sa tête et est décédée le 24 octobre 2022.
8. Sarina Saedi, 16 ans, est morte dans un hôpital de Sanandaj le 26 octobre. Les forces de sécurité lui ont tiré dessus avec des pistolets à plomb, puis l'ont encerclée et l'ont frappée à la tête.
9. Marzieh Doshman Ziari, 22 ans, a été frappée à la tête par des matraques lors de manifestations à Chiraz. Elle est morte le 24 octobre 2022.
10. Setareh Tajik, 17 ans, était une ressortissante afghane. Elle a été tuée à Téhéran le 22 septembre 2022, après avoir été frappée à la tête par des coups de matraque.
11. Farzaneh Kazemi a été tuée par des coups de matraque à la tête à Qazvin le 12 octobre 2022.
12. Nasrin Qaderi, 35 ans, de Marivan. Elle est tombée dans le coma après avoir été frappée par une matraque. Elle est morte dans un hôpital de Téhéran le 5 novembre 2022.
13. Maedeh (Mahak) Hashemi, 16 ans, a été tuée à Chiraz par des coups de matraque le 24 novembre 2022.
14. Pegah Ghavasieh, 21 ans, a été tuée par des coups de matraque à la tête à Chiraz le 5 novembre 2022.
15. Maria Ghavasieh, 22 ans, a été tuée par des coups de matraque à la tête à Chiraz le 5 novembre 2022.

Brutaliser des lycéens à l'école

Des dizaines d'informations indiquent que des lycéens sont brutalisés à l'école. Cette question a été traitée en détail dans le [rapport mensuel d'octobre](#). Nous énumérons ici les noms des filles qui ont perdu la vie et de celles qui sont encore dans le coma.



Brutalisés par des agents de sécurité à l'école - de gauche à droite, Asra Panahi, Hasti Hossein Panahi, Parmis Hamnava

1. [Asra Panahi](#), 15 ans, a été brutalement battue à [l'école](#) le 13 octobre 2022. Elle est ensuite [décédée](#) dans un hôpital d'Ardabil en raison d'une hémorragie interne.
2. [Parmis Hamnava](#), 14 ans, a été battue par les forces de sécurité de l'État en classe et devant ses camarades pour avoir arraché la photo de Khomeiny de son manuel scolaire. Elle est morte le 25 octobre à la suite d'une hémorragie interne.

3. [Hasti Hossein Panahi](#), une étudiante kurde de 16 ans originaire de Dehgolan, est dans le coma depuis le 10 novembre. Elle se trouve à l'hôpital Kowsar de Sanandaj, la capitale du Kurdistan.

Hasti a été convoquée au département de l'éducation pour avoir arraché la photo de Khomeini de son manuel scolaire. Au département, elle a été battue à mort à coups de matraque. Puis, son corps à moitié mort a été transféré hors du département par un bus et jeté dans la rue.

Les autorités ont déclaré qu'elle voulait se suicider. Elles ont déclaré qu'elle avait sauté du bus malgré les efforts de ses amis et du chauffeur pour l'en empêcher.

Dans le même ordre des choses, fin novembre, le décès d'une directrice d'école, la [Dr Zahra Lori](#), a été signalé à Kerman, dans le sud de l'Iran. Les élèves du lycée Rezvani Nejad de Mme Lori avaient organisé un rassemblement le mois dernier. Cependant, la Dr. Lori a effacé les enregistrements des caméras de surveillance et a refusé de donner les noms des étudiants aux agents du département des renseignements. Ces derniers l'ont convoquée et licenciée de son poste. La Dr Lori est décédée peu de temps après sa convocation.

Il a également été signalé que neuf élèves d'une école pour filles à Iranchahr, dans le sud-est de l'Iran, ont été arrêtées avec la coopération du directeur de l'école et emmenées dans un lieu non précisé.



Dr. Zahra Lori

Les femmes enceintes ne sont pas épargnées par la brutalité.

Les forces de sécurité de Machad ont brutalisé et arrêté une femme enceinte, [Mahshid Kashani Nejad](#), lors de manifestations dans la capitale de la province de Razavi Khorassan, dans le nord-est de l'Iran.

Mme Kashani Nejad a fait une fausse couche à la suite des violents coups qu'elle a reçus. Elle a également subi une fracture de l'épaule. Elle se voit refuser l'accès aux services médicaux appropriés dans la prison centrale de quarantaine de Machad.



Aveuglés par les tirs aveugles - de gauche à droite : Niloufar Aghaii, Ghazal Ranjkesh, Bitra Kiani.

Aveuglement et décès par tirs aveugles

Les forces de sécurité ont rendu aveugle une jeune femme à Bandar Abbas, dans le sud de l'Iran, le 15 novembre. La jeune femme [Ghazal Ranjkesh](#), a reçu une balle dans l'œil alors qu'elle rentrait chez elle avec sa mère. Des plombs ont détruit le globe oculaire, sa paupière et une partie de son visage.

Dans une story Instagram, Mme Ranjkesh a ensuite écrit : "Après une opération de trois heures, les médecins ont retiré les plombs de mon œil. Il y a 52 points de suture dans mon œil droit, avec lequel je ne peux plus voir. La rétine a été totalement endommagée, et il n'y a aucune possibilité de greffer la cornée."

Dans la nuit du mercredi 30 novembre, la nouvelle a éclaté sur les médias sociaux qu'une fillette de six ans nommée Bitra Kiani a été touchée à l'œil par des agents de l'État utilisant des fusils à plomb. Elle jouait sur le balcon de leur maison à Malekchahr, Ispahan.

[Niloufar Aghaii](#), une sage-femme, a reçu une balle dans l'œil le mois dernier lors des manifestations des médecins devant le bâtiment de l'Organisation médicale.

Le 25 novembre 2022, un groupe de 140 ophtalmologistes iraniens a écrit une lettre ouverte pour avertir que de nombreuses personnes avaient perdu la vue d'un ou deux yeux après avoir reçu des balles et des balles de peinture dans l'œil.

Le [New York Times](#) a écrit le 19 novembre 2022 que des centaines de victimes ont subi de graves blessures aux yeux infligées par les forces de sécurité iraniennes depuis la mi-septembre, selon des médecins et des établissements médicaux.

Ces tirs aveugles ont également causé des pertes humaines.

Les forces de sécurité ont tiré et tué [Kian Pirfalak](#), 10 ans, alors qu'il passait en voiture avec sa famille dans la ville d'Izeh le 16 novembre.

Auparavant, elles avaient tué deux femmes (deux mères) en tirant sans discernement sur les maisons et les voitures des gens.

Le 27 octobre, [Fereshteh Ahmadi](#), 32 ans, mère de deux jeunes enfants, a été tuée par balle alors qu'elle se tenait sur le balcon de sa maison.

Le 22 septembre, [Shirin Alizadeh](#), 35 ans, mère d'un fils de 7 ans, a reçu une balle dans la tête alors qu'elle passait en voiture. Elle filmait les forces de sécurité en train de brutaliser une jeune femme.



Torturée en prison - De gauche à droite, Mina Yaghoubi (après et avant son emprisonnement), Yalda Aghafazli et Neda Bayat (sur le toit d'une voiture de la SSF).

Torture de manifestantes dans les prisons

[Neda Bayat est morte sous la torture](#) à Zanzan le 26 novembre. Elle avait été violée et son crâne fracassé. Neda Bayat était une jeune fille courageuse qui était montée sur le toit d'un véhicule de la sécurité de l'État pour manifester sa protestation, aux premiers jours des manifestations.

La police de la moralité (ou patrouilles d'orientation) l'a violemment fait descendre du toit de la voiture, après quoi elle a disparu.

[Mina Yaghoubi](#) a été libérée sous caution à 3 heures du matin, le jeudi 1er décembre 2022. Des bleus sombres autour de son œil montraient qu'elle avait été vicieusement torturée pendant sa détention.

Mina Yaghoubi, 33 ans, aurait été arrêtée lors de manifestations à Arak le 1er novembre pour avoir jeté des pierres sur un cimetière. Elle est entraîneuse de musculation et a un fils de 12 ans. Les forces de sécurité l'ont enlevée devant le club de musculation où elle travaillait.

Le ministère de la Justice d'Arak a annoncé que Mina Yaghoubi avait tenté de se suicider à deux reprises. Une fois, elle s'est jetée du deuxième étage de la prison, une affirmation du département, que Mme Yaghoubi a catégoriquement rejetée.

L'hématome autour de son œil serait dû à [des coups violents portés à la tête](#) et au front.

[Yalda Aghafazli](#), 19 ans, a été arrêtée à Téhéran le 26 octobre. Elle a passé quatre jours à Evine, puis a été transférée dans la célèbre prison [de Qarchak](#), où elle a été détenue pendant 11 jours supplémentaires. Elle s'est mise en grève après son arrestation.

Lors d'un appel de Qarchak, elle a déclaré à une amie : "J'ai été battue pendant ces 12-13 jours plus que pendant les 19 années de ma vie. Ma voix est rauque parce que j'ai crié et hurlé tout le temps, mais je n'ai pas exprimé de remords jusqu'au dernier moment."

Elle a dit à son amie : "Ils ont écrit dans mon dossier : 'le condamné n'a pas exprimé de remords', et j'ai dit oui, c'est ça. Je n'exprimerai pas de remords. Et jusqu'au dernier moment, j'ai accepté tout ce que j'avais fait. Ils ont dit que vous étiez dans les émeutes. J'ai dit oui. Je n'ai pas pleuré, j'ai juste crié et hurlé, c'est pourquoi ma voix est si rauque. Ecoutez, ils m'ont tellement battu que vous ne pouviez pas y penser ! Je ne peux pas beaucoup parler ici, mais (Aïe, mon dos, Aïe) je vous le dirai en face à face quand je serai dehors. Je vous dirai tout ça".

Dans un autre enregistrement audio, apparemment, elle est tellement heureuse de ne pas s'être cassée en prison. Elle dit à son amie : "Je n'ai exprimé aucun regret jusqu'au dernier moment. Il

était écrit dans mon dossier que l'accusé n'avait pas exprimé de remords. Et je me suis dit : "Yeaah, exactement !"

Yalda Aghafazli a été libérée sous caution le 9 novembre. Sur les photos, elle apparaît très enjouée. Elle était heureuse que la nouvelle de son arrestation ait été diffusée, et elle était reconnaissante envers tout le monde.

Deux jours plus tard, le 11 novembre, on a appris qu'elle s'était suicidée. On a d'abord dit qu'elle s'était jetée du haut d'un toit, puis les médias d'État ont déclaré qu'elle était morte d'une overdose de crack. (L'agence de presse officielle IRNA - 14 novembre 2022)

Les circonstances de sa mort sont suspectes. Le régime l'a apparemment libérée de prison pour tuer cette femme résistante à l'extérieur.



Armita Abbasi

Agressions sexuelles dans les prisons

Le mois dernier, nous avons signalé que des agents en civil avaient [agressé sexuellement des manifestantes](#) dans les rues. Ce mois-ci, il y a eu des informations et des témoignages d'agressions sexuelles dans les prisons.

Le viol et [les agressions sexuelles](#) sur les prisonniers, hommes et femmes, sont l'un des moyens utilisés par le régime clérical pour briser ses opposants résistants depuis les années 1980.

Ils font la même chose aux jeunes femmes et hommes qui manifestent dans les rues depuis septembre de cette année. Le recours aux agressions sexuelles contre les manifestants incarcérés, en particulier les femmes, est si répandu que les médias étrangers en ont également fait état.

[CNN a corroboré plusieurs rapports](#) de violences sexuelles contre des manifestants. L'un d'entre eux au moins a causé des blessures graves, et un autre concerne le viol d'un mineur.

Dans certains cas, des sources qui ont parlé aux victimes ont déclaré à CNN que l'agression sexuelle avait été filmée et utilisée pour faire chanter les manifestants et les contraindre au silence.

[Armita Abbasi](#), 20 ans, a subi de nombreux viols collectifs en prison. Elle a été emmenée d'urgence à l'hôpital le 17 octobre. Sa tête avait été rasée et elle tremblait violemment. Le personnel médical pensait qu'elle avait un cancer, mais il s'est avéré par la suite qu'elle saignait du rectum à la suite de viols répétés.

Le personnel médical de l'hôpital a signalé le cas d'Armita. Les forces de sécurité en civil ont ordonné au médecin de signaler la situation comme un viol avant de l'arrêter. Au moins quatre ou cinq médecins ont confirmé qu'elle avait été violée en détention. La police a empêché le personnel

de parler à Armita. Les forces de sécurité ont fait sortir Armita Abbasi de l'hôpital par une entrée arrière, juste avant que sa famille n'arrive pour la voir.

Mais le combat continue

Malgré tant d'atrocités, les jeunes Iraniens, hommes et femmes, combattent avec courage le régime impitoyable des mollahs. Ils se battent les yeux ouverts, connaissant bien tous les dangers qui les attendent dans les rues et les prisons. Cependant, ils sont déterminés à payer le prix et à renverser l'odieux régime à n'importe quel prix.

Ils savent que l'altruisme, l'unité et l'organisation sont les clés de leur victoire et de leur liberté. Les femmes et les jeunes Iraniens attendent du monde qu'il les soutienne et refuse d'aider le régime au pouvoir en Iran. Ils veulent que le monde reconnaisse leur droit à l'autodéfense face à un régime aussi brutal et qu'il conditionne toutes les relations avec les mollahs à la fin des violations des droits de l'homme.

Chasser le régime des institutions de l'ONU

Le régime des mollahs ne représente pas le peuple iranien. Un régime qui tue des enfants et qui est si brutal envers les femmes, les enfants et les jeunes ne mérite pas d'être membre des institutions de l'ONU.

Il faut mettre fin immédiatement à l'adhésion du régime à la Commission de la condition de la femme de l'ONU.

Le 23 avril 2021, la Commission des femmes du CNRI [a protesté contre l'adhésion](#) du régime clérical à la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CSW), la qualifiant d'étape contre les droits des femmes et les droits de l'Homme.

"L'adhésion du régime clérical à la CSW est une insulte aux femmes iraniennes qui ont lutté contre ce régime médiéval pendant plus de quatre décennies pour retrouver leurs droits", a déclaré la commission des femmes du CNRI.

Le 1er décembre 2022, Maryam Radjavi, présidente élue du CNRI, a de nouveau [appelé les Nations Unies](#) à expulser le régime misogyne des mollahs de la CSW pour ses nombreux crimes contre les femmes de 1979 à aujourd'hui et pendant le récent soulèvement.

Mme Radjavi a réaffirmé que le régime clérical est l'ennemi des femmes iraniennes et de l'humanité. Il doit être démis de toutes les positions et sièges internationaux qu'il occupe au nom de l'Iran.